d'exercice du droit islamique. Th. B. cite l'exemple fascinant de deux révoltes, l'une à Damas en 960, dix ans avant la conquête fatimide, l'autre, à Tinnis en Égypte en 971, où les « jeunes gens » se révoltèrent contre la pratique des mariages sans le consentement de la future épouse, pratique qui favorisait les notables riches et âgés et qui excluait les jeunes gens des milieux modestes (p. 340 sq., 674 sq., 677 sq.). On assiste à une différenciation sociale urbaine qui se déroulera d'une manière parallèle, frappante, en Italie et en Flandre, comme Th. B. le souligne (p. 441).

La lecture de cette étude, fruit d'une vaste érudition et de recherches minutieuses, est un rare plaisir. L'auteur se dit « un simple arabisant » (p. 529), mais ces deux tomes témoignent d'une méthodologie très sophistiquée et leur contenu est particulièrement bien élaboré. On attend avec impatience le second volet du diptyque.

Peter VON SIVERS
(Université d'Utah, USA)

Jonathan BERKEY, *The Transmission of Knowledge in Medieval Cairo. A social History of Islamic Education.* Princeton University Press, 1992. 24 × 16 cm, 238 p.

Ce livre de J. Berkey est une excellente présentation des mécanismes de l'enseignement à l'époque mameluke. Pour cette raison, à défaut d'être vraiment une « Histoire sociale de l'éducation islamique » (sous-titre imposé par l'éditeur ?), il entre désormais dans les « classiques » à lire pour aborder cette époque, tels les ouvrages de I.M. Lapidus et de C. Petry. La raison en est simple. Sa matière est tirée d'une exploitation des actes de *waqf*s des fondations d'enseignement dans Le Caire mameluk (9 *waqf*s du XIVe siècle et 19 *waqf*s du XVe siècle). On est là sur un terrain sûr qu'avait déjà exploré M.M. Amīn (*Al-Awqāf wa'l ḥayāt al-iǧtimā'iyya fī Miṣr*, 1980) [1]. Le travail de J. Berkey exploite pleinement les possibilités offertes par la documentation d'archive, et mène à son propos une intéressante réflexion.

L'ouvrage est divisé en sept chapitres. Un chapitre d'introduction expose les éléments de l'étude, un bref rappel de l'origine des *madrasas*, et de ce que fut ce régime mameluk pendant lequel elles allaient se multiplier au Caire (quelque 130 fondations de dénominations diverses, durant l'ensemble de la période mameluke) dans une société où ni l'État, ni un corps clérical en tant que tel, ne se sentent la responsabilité systématique de les entretenir. Le thème général qu'on va retrouver dans tout le livre apparaît déjà : l'enseignement, davantage lié aux maîtres qu'aux institutions (qui n'ont eu, selon J.B., en tant que telles, aucun rôle semblable à celui qu'ont eu les grandes institutions universitaires d'Occident, dotées, elles, d'une « personnalité scientifique »), dépasse de beaucoup le cadre des établissements qui sont de simples locaux où peut s'opérer (là, mais aussi ailleurs) la transmission du savoir.

Ce sont, très logiquement, les modalités de cette transmission, qui sont analysées dans le second chapitre (« Instruction »). L'accent est fortement mis sur l'importance de la présence

1. Voir sur cet ouvrage notre compte rendu dans *Bulletin critique*, n° 6 (1989), p. 126-130.

BCAI 10 (1993) J. Berkey: The Transmission of Knowledge in Medieval Cairo. A Social History of Islamic Education, recensé par J.-Cl. Garcin
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

physique du maître, la lecture sous son contrôle, l'entraînement mutuel à haute voix avec les autres enseignés, et cette étonnante attribution d'*iǧāza* à de jeunes enfants présentés aux séances, dont la justification sociale sera donnée plus loin.

L'auteur passe ensuite en revue les différents établissements où se transmet le savoir (« Institutions ») dans le Caire du XIVe-XVe siècle. Différents, ils l'étaient au départ (*madrasa, ǧāmiʿ, ḫānqāh*) et la place de la transmission du savoir était différente dans chacun d'eux, mais les frontières entre les types d'établissements tend à s'effacer (ou se situe ailleurs ?) à partir des années trente du XIVe siècle. Les *waqf*s permettent de connaître le nombre d'étudiants prévus par les grandes fondations et les moins grandes, le niveau des rémunérations des enseignants, l'organisation horaire habituelle des enseignements. Mais il y a plus d'enseignants actifs que de rémunérations disponibles, plus d'étudiants que ceux qui reçoivent une subvention des fondations, et c'est cet aspect informel de l'enseignement qui fait, selon J.B., que la crise du XVe siècle n'affecte pas autant qu'on aurait pu le craindre la transmission du savoir au Caire.

Dans le chapitre suivant (« Professors and Patrons »), J.B. essaie d'établir qui nommait aux postes d'enseignement dans les institutions : théoriquement, le *nāẓir* du *waqf* bien sûr, mais pour les fondations les plus importantes, le sultanat intervenait, quand les postes n'étaient pas réservés par les pères à leurs fils dans les grandes familles d'enseignants; l'attribution se faisait parfois à de jeunes enfants auxquels on assignait des substituts, souvent des hommes de valeur qui pouvaient ainsi enseigner dans des fondations où ils n'auraient sans cela jamais exercé, en attendant que les héritiers désignés soient en âge d'occuper leur charge. On comprend que l'attribution d'*iǧāza* aux enfants ait eu, de ce point de vue, une grande importance sociale, dans l'élaboration d'une carrière que l'on préparait par ailleurs dans le long terme, en prévision du jour où l'enfant, devenu un vieil homme, serait un des derniers à avoir reçu l'*iǧāza* d'un ancien maître. Un grand nombre d'institutions ont été fondées par des membres de la classe militaire, et J.B. analyse quelles ont pu être les raisons de ces fondations. Plutôt que d'y voir un besoin de légitimation politique auquel on aurait accordé un rôle trop important, J.B. met en valeur, au-delà du désir de constituer un patrimoine transmissible dans le cadre d'un régime social qui ne s'y prêtait pas, la volonté de maintenir une mémoire liée à une sépulture familiale du fondateur, qui accompagne souvent la fondation d'enseignement. L'auteur relève aussi chez certains de ces hommes le désir de s'intégrer dans la vie culturelle du pays, voire de contribuer activement à la transmission du savoir (du hadith surtout, au centre de la vie de la communauté), même si on ne peut trouver vraiment, parmi ces émirs, des techniciens du savoir à proprement parler.

J. B. réserve ensuite un chapitre fort intéressant à la place des femmes dans cette transmission du savoir (« Women and Education »). Il la compare fort judicieusement à celle des mameluks, étrangers comme elles (outsiders) au monde du savoir spécialisé, mais acculturées comme eux par une instruction, familiale dans leur cas, donnée avec soin dans les grandes familles universitaires, ou parfois hors des familles chez des particuliers ouvrant leur maison à des activités d'éducation des femmes, ou dans des *ribāṭ*s. Les femmes sont souvent présentes dans les *madrasa*s où résident des familles, et peuvent devenir sur le tard de respectables transmetteurs de hadith, mais sans jamais qu'une femme reçoive une dotation d'étudiant ou une charge d'enseignement, ni une vraie responsabilité intellectuelle, dans le domaine du *fiqh* par exemple.

BCAI 10 (1993) J. Berkey: The Transmission of Knowledge in Medieval Cairo. A Social History of Islamic Education, recensé par J.-Cl. Garcin
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Un chapitre final (« Education and urban Society ») tente de montrer que la transmission du savoir s'opère, au-delà des milieux spécialisés, à travers le personnel non scientifique des *madrasa*s, qui s'instruit lui aussi, et à travers les leçons ouvertes à qui veut, et qui sont assurées par des enseignants prévus à cet effet. Toute la société urbaine finit par participer à cette transmission, celle du hadith essentiellement, dans ces grandes lectures de Buḫārī faites en ramadan et pendant les deux mois qui précèdent, séances de piété mais aussi de transmission d'un savoir, qui n'est pas réservée à une élite cléricale, mais est à la base d'une pratique communautaire dans une société moins parcellisée qu'on ne l'a dit.

On aura compris que, dans cette étude, la lecture des *waqf*s a été faite avec une grande sensibilité historique. Aucun des apports de ce livre n'est en soi révolutionnaire (on pense aux développements sur l'importance de la lecture sous le contrôle du maître, ou à la réflexion sur la place du hadith), mais la mise en perspective de l'ensemble constitue une approche neuve, originale et convaincante. C'est là un grand mérite, car, en eux-mêmes, les documents de *waqf*s ne permettaient pas de parvenir à ce tableau. Il a fallu en éclairer la signification par l'exploitation des ouvrages contemporains, en particulier, le dictionnaire biographique de Saḫāwī.

On sent qu'il y a eu au départ chez notre auteur une volonté de compréhension ouverte de la documentation (souvent abordée d'ailleurs, avec des références à la tradition juive, ce qui conduit à se demander si pour lui ne se manifeste pas ici une influence du judaïsme sur l'Islam, alors qu'à l'époque où il se situe, l'inverse serait sans doute plus proche de la vérité). Plus qu'une thèse, il y a dans ce livre l'écho d'une impression qu'a eue l'auteur, face à cette documentation, et qu'il veut faire partager : dans cette société, la transmission du savoir religieux est l'affaire de tout le corps social. Cela le conduit peut-être, pour réunir le plus d'arguments possibles, à prêter plus de valeur qu'il n'en faut à certains faits : que le personnel de service des *madrasa*s puisse être quotidiennement en contact avec les plus grands savants (p. 200), et que certains éléments pauvres, mais doués, aient trouvé, dans les emplois de service, à la fois la possibilité de vivre et l'occasion de se former peu à peu (ce que leur biographie d'hommes devenus célèbres mettra par la suite en valeur) n'implique pas vraiment que le personnel de service soit à compter parmi les relais habituels de la transmission du savoir.

On remarquera aussi que le type de documentation que l'auteur analyse (des textes régissant des institutions), et le genre de renseignements qu'il peut en espérer (le fonctionnement habituel de l'institution) conduisent sans doute à la connaissance globale du cadre général de transmission du savoir, mais ne permettent pas une étude précise du milieu et de son évolution, ce à quoi d'ailleurs J. B. ne prétend pas. La récente publication, à Damas, de la thèse de B. Martel-Thoumian sur les civils dans l'administration de l'État militaire mameluk au XVe siècle (voir ci-après) montre tout ce que la patiente reconstitution des groupes familiaux et de leurs stratégies à travers le temps, apporte à notre connaissance, alors que l'approche globale des modes de fonctionnement de ce milieu, que nous connaissions seulement jusqu'ici, ne nous le livre pas. Aussi on peut se demander si certaines affirmations (par exemple que les institutions d'enseignement, *madrasa*, *ḫānqāh*, ou *ǧāmiʿ*, ne sont que de simples locaux, sans personnalité morale ni politique scientifique) ne vont pas au-delà de ce que la documentation exploitée peut apporter.

On peut regretter également le peu de recours, sinon par politesse et de façon très superficielle, aux études déjà publiées en d'autres langues que l'anglais, en particulier en français,

BCAI 10 (1993) J. Berkey: The Transmission of Knowledge in Medieval Cairo. A Social History of Islamic Education, recensé par J.-Cl. Garcin
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

langue que l'auteur semble ne pas connaître aussi bien que I.M. Lapidus ou C. Petry. L'auteur n'aurait-il pu trouver des éléments utiles à son propos dans ces études ? On a parfois l'impression, dans certaines publications anglo-saxonnes, que toute publication en une autre langue que l'anglais est caduque. Cela peut aller jusqu'à des détails. Ainsi dans le livre de J.B., il n'y a sans doute aucun inconvénient à ce que l'*Histoire de l'Éducation dans l'Antiquité* de H.I. Marrou soit citée dans sa traduction anglaise (p. 226). Il est plus gênant que le *Catalogue des Documents d'Archives du Caire,* de M.M. Amīn [2], édité par l'IFAO en 1981 dans la série « Textes arabes et études islamiques » dont il constitue le tome XVI, ne soit indiqué que sous son titre arabe (p. 223) et sans maison d'édition, ce qui n'aidera pas un lecteur éventuel à le trouver en bibliothèque...

Mais ces remarques n'ont pas pour objet de réduire les mérites de ce bon livre. Il restitue l'originalité d'un milieu culturel, et il apporte de surcroît son témoignage sur une société militaire dont on a trop dit que ses groupes dirigeants fonctionnaient selon la logique d'un système où le religieux avait divorcé d'avec le politique depuis l'« échec » du califat.

Jean-Claude GARCIN
(Université de Provence)

Bernadette MARTEL-THOUMIAN, *Les civils et l'administration dans l'État militaire mamlūk (IXe-XVe siècle)*. Institut français de Damas, Damas, 1992. 17 × 24,5 cm, 520 p.

L'Institut français d'études arabes de Damas a publié un livre fondamental pour qui veut connaître la société mamlūke. Celle-ci est en effet composée d'une « aristocratie » militaire relativement bien connue, surtout depuis les travaux de David Ayalon, et d'une « élite civile » qui fait le lien entre les militaires turcs au pouvoir et le peuple égyptien. Ce groupe social a fait l'objet des analyses informatisées de Carl Petry qui a étudié systématiquement leur origine géographique, mais il fallait encore le considérer dans sa globalité. C'est cette lacune dans la bibliographie sur la société mamlūke que Bernadette Martel-Thoumian comble en éditant son travail : à partir de sources pour la plupart publiées (chroniques, manuels de chancellerie, recueil de biographies), elle réussit, en dressant un portrait du personnel de l'administration mamlūke en Égypte et en Syrie, non seulement à montrer ce qui faisait les caractéristiques de ce groupe social, mais aussi à démontrer qu'il s'agissait là d'un « milieu ».

Bernadette Martel-Thoumian donne d'abord un tableau des fonctions civiles, religieuses et militaires constitutives de l'administration et expose les modalités de recrutement. Les différents bureaux (les *dīwān*-s) sont présentés, les diverses charges définies (*kātib al-sirr, wazīr, ustadār*, etc.) et la politique de recrutement, dont les caractéristiques sont hérédité, clientélisme et vénalité des charges, ce qui entraîne un cumul parfois considérable des postes, est analysée. Après avoir exposé le fonctionnement du système, l'auteur nous met en contact avec les per-

2. Cf. notre compte rendu dans *Bulletin critique*, n° 2 (1985), p. 312-315.

BCAI 10 (1993) J. Berkey: The Transmission of Knowledge in Medieval Cairo. A Social History of Islamic Education, recensé par J.-Cl. Garcin
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net